

## **Extrait de l'enquête: «Responsabilité sociale des entreprises: Du social qui peut rapporter gros»**

### **Michelin: La délation en ligne**

#### **Article paru dans FO Hebdo n°3051**

**Côté vitrine, le groupe de pneumatiques Michelin affiche une devanture irréprochable, bâtie sur «un socle commun de valeurs, de principes et de pratiques responsables».**

Côté coulisses, la réalité est moins flatteuse quand le groupe encourage son personnel à adopter «un comportement conforme à son code d'éthique», y compris en dénonçant ses petits camarades. Les salariés du groupe ont en effet eu la surprise de trouver, jointe à leur feuille de paye du mois de juin, une lettre du directeur des services Pays France, Frantz Bléhaut. Sous forme de harangue, «ensemble, défendons les valeurs qui nous rassemblent», le responsable estime important que chacun ait la possibilité d'alerter un supérieur hiérarchique, le service du personnel ou un représentant du personnel sur un éventuel manquement au code d'éthique de Michelin. Le directeur enfonce le clou en annonçant «un mode de recours complémentaire, la ligne éthique, dont la gestion est confiée à un prestataire externe indépendant. Un numéro gratuit permet à tous les employés [...] de joindre un centre d'appels confidentiel pour signaler le non-respect de l'une des règles et des lignes directrices définies dans le code d'éthique de Michelin».

#### **«L'ÉTHIQUE, CE SERAIT D'ARRÊTER LES DÉLOCALISATIONS»**

Le groupe était si sûr que personne ne trouverait rien à y redire qu'il se vante de son initiative dans un document: «Performance et Responsabilité 2002-2012». Ce document a été publié en juin dernier, en même temps que l'envoi du courrier aux salariés. Sauf qu'entre-temps, les syndicats FO de Michelin, la Fédéchimie FO et de nombreuses unions départementales sont montés au créneau pour condamner ces pratiques scandaleuses et demander au groupe d'y renoncer. Depuis Michelin a retiré son projet, mais le mal est fait. Outre la méthode méprisante et l'insulte faite aux représentants du personnel, dont le rôle n'est ni de collecter les dénonciations, ni d'être «des auxiliaires de la direction», FO s'étonne que Michelin, qui mène une politique salariale «restrictive», trouve les moyens de s'offrir les services d'un prestataire privé. L'éthique, selon FO, serait de maintenir les sites de production, les emplois, et d'arrêter les délocalisations vers des pays qui ne respectent pas les droits des travailleurs».

**Jour après jour du 19/11/2012**



<http://fovatinier.free.fr/>